

**DECISION N° 038/2022/ARMP/CRD/DEF DU 13 AVRIL 2022
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS (CRD) STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE B&G DIGITAL CONTESTANT
L'INTENTION D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ PORTANT SELECTION D'OPERATEURS
DE PAIEMENT POUR LES TRANSFERTS MONETAIRES D'URGENCE DANS
LES 14 REGIONS DU SENEGAL LANCE PAR LA DELEGATION GENERALE A LA
PROTECTION SOCIALE ET A LA SOLIDARITE NATIONALE**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le Recours du Directeur Général de B&G Digital du 5 avril 2022 ;

VU la quittance n°100012020001377 du 5 avril 2022 ;

Madame Henriette DIOP TALL, Coordonnateur Général des Cellules Enquêtes et Instruction des Recours, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président, de Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la Régulation ;

Adopte la présente décision ;

PO03-EN07 – 01



Par requête du 05 avril 2022 reçue le même jour à l'ARMP, le Directeur Général de B&G Digital a saisi le Comité de Règlement des Différends d'un recours pour contester l'intention d'attribution du marché portant sélection d'opérateurs de paiement pour les transferts monétaires d'urgence dans les 14 régions du Sénégal lancé par la Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale (DGPSN).

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'il résulte des dispositions des articles 89 et 90 du Code des marchés publics que tout candidat à un marché public doit, préalablement à tout recours contentieux, saisir la personne responsable du marché d'un recours gracieux dans le délai de cinq jours ouvrables à compter de l'avis d'attribution provisoire du marché, de l'avis d'appel d'offres ou de la communication du dossier d'appel à concurrence ;

Que la personne responsable du marché est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de trois jours ouvrables, au-delà duquel, le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux ;

Considérant qu'en l'absence de suite favorable au recours gracieux, le candidat doit saisir le CRD dans un délai de trois jours suivant la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai qui lui est imparti pour répondre ;

Considérant qu'aux termes de l'article 91 du Code des marchés publics, dès réception du recours, le Comité de Règlement des Différends examine si celui-ci est recevable et, dans l'affirmative, ordonne à l'autorité contractante de suspendre la procédure de passation du marché ;

Considérant qu'il ressort des pièces produites que suite à la notification de l'intention d'attribution par lettre du 23 mars 2022, le Directeur Général de B&G Digital a saisi la DGPSN d'un recours gracieux à la date du 30 mars 2022, reçu le lendemain comme en atteste le cachet du courrier arrivée des services de l'autorité contractante ;

Considérant qu'en application de l'article 89 alinéa 4 du CMP, cette dernière avait un délai de trois (3) jours ouvrables et francs pour répondre au requérant soit au plus tard le 7 avril 2022, étant précisé que dans le cadre du décompte d'un délai franc, le premier jour et le dernier jour du délai ne sont pas pris en compte dans la computation ;

Considérant que le Directeur Général de B&G Digital a déposé un recours contentieux au service courrier de l'ARMP le 5 avril 2022, soit prématurément, avant l'expiration du délai imparti à la DGPSN ;

Qu'il y a lieu de déclarer ce recours introduit dans le délai de réponse de l'autorité contractante irrecevable et d'ordonner la confiscation de la consignation ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) Constate que suite à la notification de l'intention d'attribution le 23 mars 2022, le Directeur Général de B&G Digital a saisi la DGPSN d'un recours gracieux le 30 mars 2022 reçu le lendemain ;
- 2) Dit qu'en application de l'article 89 alinéa 4 du CMP, cette dernière avait un délai de trois (3) jours ouvrables et francs pour répondre au requérant soit au plus tard le 7 avril 2022 ;
- 3) Constate que le requérant a déposé un recours contentieux à l'ARMP le 5 avril 2022, soit prématurément, avant l'expiration du délai de réponse imparti à la DGPSN par la règlementation ;
- 4) Dit qu'il y a lieu de déclarer ce recours irrecevable et d'ordonner la confiscation de la consignation ;
- 5) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier à la société B&G Digital, à la Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics, la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président

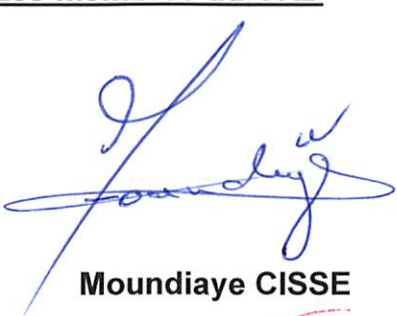


Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**



Saër NIANG

PO03-EN07 – 01

